



Déclaration préalable Solidaires Finances Publiques Comité Technique Local (CTL) du 6 octobre 2021

Monsieur le Président,

Le Comité Technique Local se réunit ce jour afin d'évoquer le projet de soi-disant « Nouveau Réseau de Proximité » qui sera mis en place en 2022 dans le département de l'Aude.

Subsidiairement figure également à l'ordre du jour le vote des procès-verbaux des CTL des 8 octobre...2020 et du 14 janvier 2021.

Pour quels motifs ces comptes rendus n'ont-ils pas été soumis à l'approbation des représentant(e)s du personnel lors d'un précédent CTL ?

Faut-il désormais à la DDFiP de l'Aude près d'un an pour retracer par écrit les débats d'une instance locale ?

Seriez-vous, en Direction également, victime des suppressions d'effectifs massives, ce qui vous empêche manifestement de mener à bien vos missions ?

Nous espérons qu'il ne s'agit que d'une mauvaise plaisanterie.

Mais le plus grave est ailleurs...

Vous persistez en effet dans votre volonté névrotique de destruction du réseau des Finances Publiques audois.

Ainsi, après avoir supprimé les trésoreries de proximité de Bram et Cuxac-Cabardès au 1^{er} janvier 2021, puis celle de Peyriac-Minervois au 1^{er} septembre 2021 (répit qui n'était certes pas dicté par un remords subit de votre part mais par une imprévoyance coupable dans les opérations de logistique s'agissant d'une fermeture pourtant actée depuis octobre 2020 !), voici venu le tour de celles de Durban-Corbières et de Leucate.

Quant à la trésorerie de Lézignan-Corbières et au SIE de Limoux, ils vivoteront pendant quelques temps sous forme d'antenne, avant, au gré des mutations et des départs à la retraite, d'être supprimés par vos soins d'un trait de plume.

Toutes ces mesures s'effectuent au détriment des usagers, des élus(e)s locaux et des agent(e)s des Finances Publiques affecté(e)s dans ces structures, mais de ceci vous n'avez cure !

Vos arguments pour justifier ce massacre ? « Un service public de meilleure qualité » !

« Meilleure qualité » de supprimer la trésorerie de Durban-Corbières qui dispose de l'indice de qualité comptable le plus élevé dans le département de l'Aude (soit un score supérieur à 20 / 20) ?



Peut-être ne connaissiez-vous toutefois pas cet indicateur et nous sommes ravis, à Solidaires Finances Publiques, de contribuer à l'amélioration de vos connaissances en matière de secteur public local ce qui permettra, à n'en pas douter, de revenir sur cette décision insensée !

« Meilleure qualité pour les usagers » ?

Ils devront, pour avoir la chance de rencontrer physiquement un(e) agent(e) des Finances Publiques, effectuer 76 kilomètres aller-retour de Leucate et 68 kilomètres aller-retour de Durban-Corbières pour se rendre à Narbonne...

Quant à celles et ceux qui rechigneraient pour des motifs (au choix) écologiques, économiques, d'absence de véhicule ou liés aux dangers routiers, ils pourront utiliser Internet, même si selon un rapport du Sénat paru en septembre 2020, 14 millions de Français(e)s ont des difficultés avec cet outil et si 50 % de nos concitoyens sont peu à l'aise avec Internet.

Ou le téléphone, bien que les centres d'appel surchargés et victimes eux aussi des suppressions d'emplois successives ne pourront pas absorber le flot des appels...

Restera à recourir à votre seul argumentaire, avancé systématiquement, soit les Espaces France Service où des contractuel(le)s sous-payé(e)s et sous-formé(e)s, voire des services civiques, mettront gracieusement à disposition d'usagers perdus un ordinateur branché sur le site [impôts.gouv.fr](https://impots.gouv.fr)....

Pour les agent(e)s des Finances Publiques de Leucate et Durban-Corbières, il ne leur sera pas laissé le choix : ils et elles seront affecté(e)s à Narbonne sans discussion d'aucune sorte.

Pour celles et ceux qui habitent aujourd'hui près de leur lieu de travail, des kilomètres conséquents seront à prévoir.

La qualification et l'expertise de ces agent(e)s dans leurs actuelles fonctions, vous vous en moquez comme d'une guigne : ils et elles seront recasé(e)s au SGC de Narbonne à la recette, la dépense, la comptabilité, le contentieux, le tri du courrier, etc.

Peu importe à quelles tâches, les agent(e)s sont interchangeable pour les dirigeant(e)s de votre espèce, niant leur qualification, leur engagement sans faille et leur conscience professionnelle admirable.

Pour ne rien dire de la souffrance au travail qui sera ensuite vécue par l'ensemble des agent(e)s de ces Services de Gestion Comptable, en témoigne notamment l'expérience acquise depuis 9 mois à celui de Carcassonne.

Pire encore, vous avez sciemment et volontairement refusé d'informer les représentant(e)s du personnel des évolutions du réseau à venir, notamment en 2020 : cela aurait a minima permis aux agent(e)s concerné(e)s par un projet de restructuration de demander leur mutation pour le 1^{er} septembre 2021.

Aujourd'hui il est trop tard.



Malgré les manifestations organisées par l'intersyndicale des Finances Publiques audoise les 21 et 28 septembre 2021 à Leucate et Durban-Corbières avec le soutien massif des élu(e)s locaux, des agent(e)s et des usagers, malgré le courrier adressé en août 2021 par Monsieur Sébastien Pla, Sénateur de l'Aude au ministre de l'Action et des Comptes Publics, recensant l'opposition des maires audois au soit-disant « Nouveau Réseau de Proximité », urbains comme celui de Carcassonne (46 000 habitants) à ruraux comme celui de Bages (4 100 habitants), vous persistez dans ce projet mortifère et destructeur de notre réseau et de nos missions, que nous sommes fier(e)s d'exercer au quotidien au bénéfice de l'ensemble de nos concitoyens.

Bien entendu, Solidaires Finances Publiques ne participera pas à un tel simulacre et quittera la séance après la lecture de cette déclaration préalable.

Nous ne participerons en aucun cas à une pseudo-concertation visant à dégrader davantage encore les conditions de travail des agent(e)s.

Nous ne participerons en aucun cas à l'association des « partenaires sociaux » à des mesures qui visent à la destruction totale de l'Administration des Finances Publiques.

Nous ne participerons en aucun cas à une instance, le Comité Technique Local, qui feint de promouvoir le prétendu « dialogue social » pour mieux bafouer les positions et votes des représentant(e)s élu(e)s du personnel.

Nous persisterons à défendre par tout moyen, le réseau des Finances Publiques, qui n'a plus à démontrer son efficacité, les agent(e)s des Finances Publiques malmené(e)s par les politiques toxiques de dirigeant(e)s irresponsables et le service public des Finances qui revêt un caractère des plus essentiels.